



Protection de l'Enfant



UNICEF Burkina Faso

CREDITS : Production: Julie Pidlowski Consulting; Photographie: ©UNICEF/Holt, ©UNICEF/Garcia, ©UNICEF/Asselin

Au Burkina Faso, comme dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, les enfants et les adolescents sont les premières victimes de la violence sous ses diverses formes : châtiments corporels, excision, exploitation économique et sexuelle, mariage et grossesses précoces.

Le pays a ratifié la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) et la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADBE). Mais dans la pratique, l'application des droits des enfants, tels que stipulés dans ces conventions, se heurte à certaines réalités.

Les causes de la vulnérabilité de l'enfant :

- Faiblesses du cadre politico-légal, du budget national et du système de coordination globale et thématique
- Insuffisances de l'offre et de la qualité des services de protection
- Insuffisance de compétences des parents et des communautés sur les droits des enfants
- Persistance de normes sociales en défaveur des droits des filles, des adolescentes, des femmes et des enfants.

CHIFFRES-CLÉS

Près de
4 600 000
enfants et adolescents dont près de
2 350 000 filles
sont exposés ou affectés par les violences, l'exploitation et les abus parce qu'ils vivent en situation de pauvreté

34 % des filles
et **47,7 %** des garçons
de 5 à 18 ans travaillent

83,6 %
des enfants
sont victimes de violences physiques, verbales, psychologiques ou sexuelles, dont
53,8 %
s'exercent en milieu scolaire

Chaque année, près de
1 000
enfants
en conflit avec la loi (25 % de filles) sont privés de services de justice sensible, conforme aux droits de l'enfant

37 % des enfants
qui travaillent exercent une
activité dangereuse
Sur **19 881**
enfants recensés travaillant
dans 85 mines d'or artisanales

83,5 %
d'entre eux n'ont jamais fréquenté l'école

51,2 %
vivent sur les sites d'orpaillage
66,7 %
travaillent plus de 10 heures
par jour

Dans la Région du Sahel
68,8 %
des jeunes filles
sont déjà mariées à 18 ans et
22,8 %
le sont avant 15 ans
faisant du Sahel la région
de plus haute prévalence
de mariage des enfants
dans le pays

Plus de
1 sur 5
Plus d'une naissance
sur cinq n'est pas déclarée

67,6 %
des femmes
(dont 11,3 % chez les moins
de 15 ans) sont excisées

ACTIONS DE L'UNICEF

CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROTECTEUR

- Réduire les inégalités sociales et de genre, par l'amélioration du cadre politico-légal et le renforcement de l'accès et de l'utilisation des services de protection
- Focaliser les interventions sur les cinq régions les plus touchées par les violences faites aux enfants, les pires formes de travail, les mutilations génitales féminines/excision (MG/E) et les mariages d'enfants
- Rendre la justice sensible aux droits de l'enfant et améliorer le fonctionnement du système de l'état civil, y compris l'enregistrement des naissances

MISER SUR LA COMMUNICATION POUR UN ÉVEIL DES CONSCIENCES

- En 2016, l'UNICEF a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre un plan de communication spécifique sur le mariage d'enfants en collaboration, entre autres, avec des radios locales et une chaîne de télévision communautaire
- Des actions continues de dialogues et de plaidoyer communautaires avec des familles et des enfants et adolescents sur les thèmes de l'excision et des ME ont conduit à de nombreuses déclarations publiques d'abandon de ces pratiques dans environ 12 % des villages du pays.
- L'UNICEF contribue à la redynamisation de la plateforme politique pour répondre et mettre fin au mariage des enfants
- Autonomisation, appui à la scolarisation et au maintien des adolescentes à l'école
- Responsabilisation des garçons et adolescents sur les questions de mariage d'enfants

unicef
pour chaque enfant

UNICEF BURKINA FASO
Immeuble Des Nations Unies, Koulouba
Ouagadougou, Burkina Faso
Tel : (+226) 25 49 07 00 • Fax : (+226) 25 30 09 68
Email : ouagadougou@unicef.org

www.unicef.org

UNICEF Burkina Faso

@UNICEF_Burkina

UNICEF Burkina Faso

unicef_burkina

Pour chaque enfant,
un avenir radieux.

unicef
pour chaque enfant



\$ BESOINS FINANCIERS

- **800 000 USD** par an pour répondre à ce défi, les ressources financières ont été insuffisantes pour la mise en œuvre des différents plans d'action nationaux (PAN) tolérance zéro. Le taux de mobilisation des ressources financières pour l'exécution du PAN actuel, y compris auprès de l'UNICEF, à partir du programme conjoint UNFPA/UNICEF, est seulement de 61 %.

LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

Pour accélérer l'abandon de la pratique, plusieurs stratégies porteuses ont été identifiées dans le cadre du Programme Conjoint UNFPA-UNICEF :

- Mise en œuvre de l'approche droits humains et changement des normes sociales au niveau communautaire
- Application effective de la loi interdisant l'excision, y compris à travers l'organisation d'audiences publiques lors des procès des personnes inculpées
- Implication des leaders religieux, des organisations de la société civile et du personnel de santé
- Mise en place de mécanismes de veille
- Intégration des modules MGF dans l'enseignement au primaire et au secondaire
- Réparation des séquelles de l'excision
- Sensibilisation et communication sociale à toutes les opportunités

LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Depuis 2009, en partenariat avec le gouvernement et les ONG, l'UNICEF a développé un projet intégré (protection/éducation/renforcement socio-économique) dans les 5 régions les plus affectées (Centre, Sahel, Plateau central, Sud-Ouest et Centre-Nord). Ce projet a pour but de :

- Promouvoir des structures d'encadrement et du développement de la petite enfance
- Aider le retour à l'école des enfants déscolarisés
- Appuyer la formation professionnelle
- Soutenir la création et la gestion des petites entreprises
- Encourager la création d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les mères de famille

LES MARIAGES PRÉCOCES

En droite ligne avec les théories de changement développées au niveau global, l'UNICEF a contribué à la mise en œuvre de :

- Lois, politiques et services pour promouvoir l'égalité de genre et l'absence de normes et pratiques sociales néfastes aux droits des enfants et des femmes
- Une vision commune basée sur les droits humains et un engagement public et visible en faveur du respect des droits des enfants et des femmes.

\$ BESOINS FINANCIERS

- **1 000 000 USD** par an pour répondre aux multiples défis, les ressources financières ont été insuffisantes pour la mise en œuvre du plan stratégique national.



RESULTATS

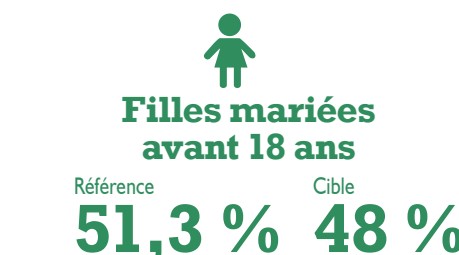
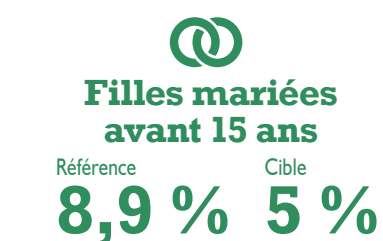
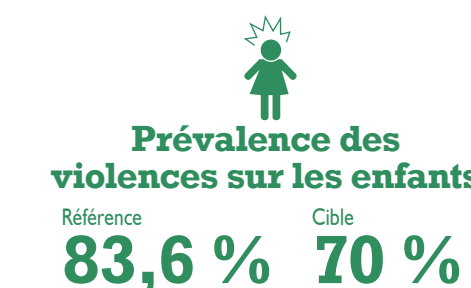
- 27 350 rencontres de discussions ont eu lieu dans les régions du Sahel et du Plateau Central avec les clubs communautaires
- 516 774 personnes au total (285 033 femmes et 231 741 hommes) ont été informés sur le respect de l'âge légal du mariage et les conséquences néfastes du mariage des enfants
- 242 villages au total ont déclaré publiquement l'abandon du mariage des enfants en 2016
- Depuis 2011, 465 villages ont publiquement déclaré ne plus pratiquer les MGF/E Le nombre de réparations chirurgicales est passé de 97 en 2009 à 704 en 2015
- Depuis 2009, 25 182 enfants dont 12 056 filles ont été retirés des mines et carrières artisanales

En 2016 - Avec le support de l'UNICEF, 946 enfants en conflit avec la loi dont 244 filles ont été pris en charge (alternatives à la privation de liberté, intermédiation pénale, appui psychosocial & projets individuels de réinsertion sociale...)

OBJECTIF 2020

- Mise en place par le gouvernement et les autres institutions des dispositifs et mécanismes fonctionnels de justice, de promotion et de protection des droits de l'Homme.
- Une meilleure protection des filles et garçons les plus vulnérables, en particulier ceux à risque ou affectés par la violence, l'exploitation et les abus, au sein de leurs familles et de leurs communautés, par les institutions sectorielles mandatées et la société en général.
- Couverture par des mécanismes de finance inclusive et de protection sociale, des populations les plus fragiles économiquement et socialement, à mobilité ou non, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les personnes en milieu carcéral.

PROGRAMME DE PAYS UNICEF BURKINA FASO, 2016



€\$ BESOINS FINANCIERS

- Justice juvénile
Un budget annuel de **500 000 USD** afin de continuer à appuyer le Gouvernement pour la poursuite et le renforcement de l'accès à des services de justice pour les mineurs et les femmes en conflit avec la loi.
- Enregistrement des naissances
L'UNICEF Burkina Faso a bénéficié d'un montant global de 790 195 euros pour 3 ans, en vue de contribuer à la promotion de l'enregistrement des naissances. En dépit de cette généreuse et importante contribution, **500 000 USD** supplémentaires par an sont nécessaire.